

## Force de l'image

On ne trouvera pas de message du Conseil fédéral sur la table de chevet de l'auteur de ces lignes. Non que les affaires soumises au Parlement soient toutes inintéressantes, mais, trop souvent, elles sont exposées en français dans un style aride qui en rend la lecture quelque peu rebutante. Cette sécheresse est caractérisée notamment par l'absence d'images, soit sans doute que le traducteur n'ose pas en employer lorsqu'il n'y en a pas en allemand, soit peut-être qu'il juge le procédé inconvenant, soit encore qu'il n'y songe même pas. « Les trois niveaux de l'État », oui. « Les trois étages de la fusée administrative », non.

C'est dommage : comme le bon vieux croquis qui vaut mieux qu'un long discours, quoi de plus parlant qu'une bonne image ? « Tu es une personne aimable » n'est-il pas un peu plat à côté de « tu es un amour » ?

Par « image », il faut entendre généralement la métaphore (qui n'est finalement qu'une comparaison sans outil de comparaison), mais aussi la comparaison ou la métonymie, voire l'allégorie ou la personnification – bref, ces figures appelées des « tropes ».

Certaines de ces figures sont si courantes qu'on n'y fait plus attention, au point même d'avoir souvent perdu leur qualité d'image pour la simple raison qu'on ne pourrait plus exprimer l'idée autrement : les « bras du fauteuil », les « pieds de la table », le « dos du livre », les « moutons sous le lit », être « à cheval sur les principes »... Lorsqu'on peut encore déceler leur valeur métaphorique, on parle de « clichés » (« la jeune fille au teint de rose », « cet homme est un lion »...).

L'image est souvent idiomatique : « joli comme un cœur », « être dans de beaux draps » ne peuvent se traduire littéralement – mais pas toujours : « das Eis brechen » n'est-il pas l'équivalent exact de « briser la glace » ? Elle peut être cohérente ou non (le fameux « char de l'État qui navigue sur un volcan »), de bon goût ou non (le non moins connu « beau comme une pissotière repeinte » de San-Antonio).

On ne voit pas pourquoi les traducteurs de l'administration devraient se priver d'employer un procédé qui permet de « présenter une idée sous le signe d'une autre idée plus frappante ou plus connue » (Fontanier), et de rendre tout simplement vivante l'expression de la pensée. À condition évidemment de ne pas perdre de vue que tout dépend du type de texte :

- projets de loi ou d'ordonnance : l'usage veut en français qu'on privilégie ici un style aussi neutre que possible, et l'on évitera donc les figures de rhétorique. C'est que le législateur ou l'administration ne souhaitent pas ici expliquer, ni convaincre, mais simplement affirmer avec concision et clarté, sans apprêt aucun. Pourtant, le texte normatif lui-même n'échappe pas toujours à la métaphore (même s'il s'agit généralement d'une métaphore tellement convenue qu'elle n'en est plus vraiment une), comme le montrent les exemples suivants :

RS 172.010	RS 171.105	RS 101	RS 210
Art. 62a Consultation	Art. 7 Erreurs constatées après la publication dans le Recueil officiel des lois fédérales	Art. 130 Taxe sur la valeur ajoutée	Art. 8 E. De la preuve / E. De la preuve <b>I. Fardeau de la preuve</b>
<sup>1</sup> Si une loi prévoit, pour des projets concernant par exemple des constructions ou des installations, la concentration de plusieurs décisions <b>entre les mains</b> d'une seule autorité (autorité unique), cette dernière consulte [...]	<sup>1</sup> Au sens de l'art. 58, al. 2, LParl: a. on entend par erreurs manifestes: les erreurs qui, <b>à la lumière</b> des travaux préparatoires, apparaissent à l'évidence comme [...]	<sup>3</sup> Si, par suite de l'évolution de la <b>pyramide des âges</b> , le financement de l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité n'est plus assuré, la Confédération peut, [...]	Chaque partie doit, si la loi ne prescrit le contraire, prouver les faits qu'elle allègue pour en déduire son droit.

- les textes administratifs « purs », uniquement destinés à une autorité ou un service administratifs ou à des spécialistes (lettre à un conseil d'État, circulaire fiscale...) : là encore, la nature strictement administrative ou technique de ces textes impose une certaine retenue métaphorique, en d'autres termes une certaine sobriété, pour ne pas dire une certaine austérité, dans l'expression.
- messages, discours, textes à caractère interne... : l'image sera cette fois bienvenue, d'autant que ces textes s'adressent à un public non spécialisé, quand ce n'est pas au public le plus large. C'est également le cas des interventions parlementaires, d'où sont tirés les exemples ci-après.

### Quelques liens...

Les tropes :

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Trope\\_\(rh%C3%A9torique\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Trope_(rh%C3%A9torique))

Les figures de style en général :

<http://www.espacefrancais.com/les-figures-de-style/>

<https://www.etudes-litteraires.com/bac-francais/figures-de-style.php>

<https://francais.lingolia.com/fr/atelier-decriture/figures-de-style>

(pour les exercices)

Le « français fédéral » :

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Fran%C3%A7ais\\_f%C3%A9d%C3%A9ral](https://fr.wikipedia.org/wiki/Fran%C3%A7ais_f%C3%A9d%C3%A9ral)

(pour la justesse de cette observation : « Or, pour certains traducteurs, l'enjeu de la traduction se limite à une activité de langue à langue, où il s'agit de coller à un texte d'origine pour le rendre au plus près [...] »)

... et un ouvrage de référence :

*Les Figures du discours*, Pierre Fontanier

## Exemples

(à gauche, le numéro de l'intervention ; en gris : une possible traduction « bateau » ; en jaune, la traduction publiée)

**Iv.pa.** = initiative parlementaire; **Mo.** = motion ; **Po.** = postulat ; **Ip.** = interpellation; **Ip.u.** = interpellation urgente; **Q** = question; **QUrg.** = question urgente; **HdQ** = heure des questions

N° int.	DE	FR
10.3517 Mo.	Bis die Bank das Vertrauen wiedergewonnen hat, wäre eine Rückführung der übernommenen illiquiden Wertpapiere und anderer Vermögenswerte zu risikoreich. Es muss alles darangesetzt werden, dass die UBS nicht nochmals auf eine staatliche Unterstützung angewiesen ist. Deshalb ist der umgehenden Umsetzung von Empfehlung 19 erste Priorität beizumessen.	Or, permettre à UBS de racheter ses valeurs et autres titres illiquides avant qu'elle ait regagné cette confiance serait extrêmement risqué, l'objectif ultime consistant tout de même à éviter que la banque doive à nouveau dépendre du soutien de l'État tendre la sébile à l'Etat. Il est donc impératif que la recommandation no 19 soit mise en œuvre dans les meilleurs délais.
10.3859 Mo.	[...] Ausserdem wird immer wieder darauf gepocht, dass die Aufträge, Beschaffungen und Investitionen des Bundes positiv auf Wirtschaft und Konsum der Schweiz wirken. Dafür werden sogar Defizite und Schulden in Kauf genommen, welche künftige Generationen abarbeiten müssen. Aus diesen Gründen sind die mit dieser Motion geforderten Massnahmen zur Schaffung von Transparenz und fairem Wettbewerb von grosser Bedeutung.	[...] D'autre part, on ne cesse d'insister sur les effets économiques positifs des commandes, acquisitions et investissements de la Confédération, même lorsqu'ils sont réalisés au prix d'un endettement qu'il appartiendra aux générations futures de rembourser d'éponger. C'est pourquoi il est si important que soient prises les mesures de transparence et de concurrence loyale que vise la présente motion.
10.3837 Ip.	Als weiterer Aspekt der natürlichen Benachteiligung von OSS steht die Tatsache, dass OSS nicht über eine milliardenschwere Marketing-Abteilung verfügt wie der Hersteller von proprietärer Software. OSS wird oft von dezentralen Communities und kleineren Dienstleistungsfirmen vertrieben, die nicht über die Markt- und Lobbying-Macht internationaler Software-Konzerne verfügen.	Cette discrimination naturelle s'explique également par le fait que les logiciels libres ne disposent pas, comme les éditeurs de logiciels propriétaires, d'un département marketing doté d'un budget de plusieurs milliards. Au contraire, ils sont souvent distribués par des communautés éclatées et des entreprises de services qui sont loin de posséder la puissance force de frappe commerciale et la capacité de lobbying des multinationales géants mondiaux de l'informatique.
10.3956 Ip.	Der Kanton Graubünden wollte dem Sägewerk Mayr-Melnhof Swiss Timber (MMST) in Domat/Ems Unterstützungsbeiträge in Millionenhöhe zukommen lassen, um dessen Wegzug abzuwenden. 2005 war das Unternehmen mit Steuererleichterungen, Investitionsbeiträgen und einer teuren Verkehrserschliessung in die Schweiz gelockt worden. Jüngst lehnte der Bündner Grosse Rat einen weiteren Staatsbeitrag ab. Darauf sprach MMST von Konkurs; dies, obwohl der Grosse Rat gleichzeitig die Finanzierung langfristiger Lieferverträge in Aussicht stellte. Während MMST von staatlichen Beiträgen in Millionenhöhe profitiert, sehen sich private Sägewerke wie auch Pelletwerke und Brettsperholzproduzenten mit handfesten	Après avoir en 2005 attiré en Suisse, à Domat/Ems, la scierie Mayr-Melnhof Swiss Timber AG (MMST) en lui accordant allègements fiscaux, aides à l'investissement et raccordement onéreux aux infrastructures de transport, le canton des Grisons a voulu lui verser des millions de francs d'aides publiques pour éviter son départ. Mais le Grand Conseil grison ayant récemment refusé de verser une nouvelle subvention que l'Etat mette à nouveau la main au portefeuille, MMST a indiqué qu'elle pourrait se déclarer en faillite, alors même que le Grand Conseil avait simultanément envisagé de soutenir financièrement la conclusion de contrats de livraison à long terme. Pendant que MMST bénéficie de subventions publiques à hauteur de millions de francs, d'autres entreprises privées - scieries, producteurs de pellets

	<p><b>Wettbewerbsnachteilen konfrontiert.</b> Diese Situation wirft zahlreiche Fragen in wirtschaftspolitischer und wettbewerbsrechtlicher Hinsicht auf - mitunter auch darum, weil solches auch bei anderen Branchen vorkommen könnte.</p>	<p>ou de panneaux de bois lamellé croisé - se voient, elles, confrontées à de sérieux désavantages concurrentiels exposées sans protection aux rudes vents de la libre concurrence. Cette situation soulève un certain nombre de questions touchant le droit économique et plus particulièrement le droit de la concurrence, ne serait-ce que parce qu'elle pourrait se reproduire dans d'autres secteurs.</p>
10.4120 Mo.	<p>Umso wichtiger ist es, dass der Bund die Mittel, die er dem Tourismus zur Verfügung stellt, effizient einsetzt. Die "NZZ am Sonntag" vom 12. Dezember 2010 zeigte das Problem der Reservierungsplattformen und der Hotelbewertungsportale auf: - Reservierungsplattformen kassieren bis zu 30 Prozent des gebuchten Umsatzes. Dies geht auf Kosten der Hotels und/oder der Konsumentinnen.</p>	<p>Aussi importe-t-il d'autant plus que la Confédération veille à utiliser efficacement les moyens qu'elle alloue au tourisme. A cet égard, la "NZZ am Sonntag" du 12 décembre 2010 a montré mis le doigt sur le problème du caractère payant non seulement des plates-formes de réservation, qui peuvent empocher jusqu'à 30 pour cent du chiffre d'affaires des réservations, au détriment de l'hôtel ou du client, mais aussi des portails de réservation de chambres d'hôtel.</p>
11.1003 Q	<p>So würde der Bundesrat auch illustrieren, dass er nicht länger zu den europäischen Regierungen gehört, welche über Menschenrechtsverletzungen von autokratischen Regimes - die nun Angst haben vor weiteren "Facebook-Revolten" (so der Berliner "Tagesspiegel") - hinwegsehen, nur weil sie Öl und Gas exportieren, von dem sich unsere Gesellschaften so abhängig gemacht haben.</p>	<p>En agissant ainsi, le Conseil fédéral démontrerait aussi qu'il se distancie désormais de gouvernements européens qui n'hésitent pas à fermer les yeux devant les violations des droits de l'homme commises par des régimes autocratiques, uniquement parce qu'ils exportent du gaz et du pétrole par peur de voir ceux-ci fermer le robinet des exportations de ce gaz et de ce pétrole dont nos sociétés sont devenues si dépendantes - même si aujourd'hui ces régimes tremblent à leur tour à l'idée de voir se propager les "révoltes Facebook" (comme le dit le "Berliner Tagesspiegel").</p>
11.1004 Q	<p>Anfang Februar hat der Wiener Bürgermeister Michael Häupl, neben dem Bundeskanzler der wichtigste Politiker der SPÖ, einen Gedanken aufgenommen, den der Bundesrat noch am 24. November 2004 (Anfrage 04.1111) entschieden von sich gewiesen hatte ("Heute online" vom 8. Februar 2011): die Fusion der Luftwaffen der beiden neutralen Staaten Schweiz und Österreich.</p>	<p>Au début du mois de février, le maire de Vienne, Michael Häupl, principal responsable poids lourd du SPÖ après le chancelier, a repris une idée que le Conseil fédéral avait balayée d'une main ferme pas plus tard que le 24 novembre 2004 (voir sa réponse à la question 04.1111): fusionner les forces aériennes de ces deux pays neutres que sont l'Autriche et la Suisse ("Heute online" du 8 février 2011).</p>
11.423 Iv.pa.	<p>Die israelischen Siedlungen in den von Israel besetzten Gebieten gelten völkerrechtlich (gemäss vierter Genfer Konvention) als illegal, entsprechend auch die dortige Produktion. In der Schweiz werden von Grossverteilern Güter aus Siedlungen angeboten, seien es landwirtschaftliche Produkte, seien es etwa Produkte von Sodaclub. Es ist davon auszugehen, dass dies völkerrechtswidrig ist. Israel kümmert dies bislang indes überhaupt nicht. Die einzige Möglichkeit, den Absatz von Gütern zu unterbinden, die illegal im Ausland erzeugt werden, besteht in einem Einfuhrverbot.</p>	<p>Les implantations israéliennes situées dans les territoires occupés par Israël sont illégales (aux termes de la quatrième Convention de Genève), comme le sont également les produits qui en proviennent. Or, de grands distributeurs proposent certains de ces produits, ainsi des produits agricoles ou des gazéificateurs de la marque Soda-Club. Tout laisse à croire que cela est contraire au droit international, ce qui ne préoccupe pas Israël laisse du reste Israël de marbre. Le seul moyen d'empêcher la commercialisation de biens produits illégalement à l'étranger est d'interdire leur importation.</p>

11.425 lv.pa.	Der Aufbau von Gruppenpraxen, Satellitenpraxen sowie kommunalen Gesundheitszentren muss rasch und entschieden gefördert werden, unter anderem mit einem Impulsprogramm, dessen Erfolg man aus der Landwirtschaft kennt.	Il importe de favoriser rapidement et avec détermination la création l'éclosion de cabinets de groupe, de cabinets satellites et de centres de santé, notamment en mettant un œuvre un programme d'incitation sur le modèle de ce qui a été réalisé avec succès dans le secteur agricole.
11.3371 lp.	2. Teilt er diese Einschätzungen bezüglich der ungünstigen Verflechtung von Swissgrid und AKW-Betreibern? 3. Was unternimmt er zur Entflechtung dieser Konstellation?	2. Partage-t-il le point de vue exposé ci-dessus, selon lequel Swissgrid et les exploitants de centrales nucléaires entretiennent des relations inopportunes incestueuses? 3. Que fait-il pour mettre fin à cette coupable proximité?
11.3435 Po.	Effizienter Einsatz des Stroms. Sparpotenzial aufzeigen	Electricité et efficacité énergétique. Identifier les potentiels gisements d'économies
11.5228 HdQ	Die Überbewertung des Schweizerfrankens wird immer dramatischer. - Wie lange und wie hoch muss der Franken noch steigen, bis sich der Bund zum Handeln veranlasst sieht (Bundesrat und Nationalbank)?	Le franc suisse est de plus en plus surévalué. - Mais combien de temps devons-nous attendre, jusqu'où faut-il que monte le cours du franc suisse le franc suisse s'envole pour que la Confédération, soit le Conseil fédéral et la Banque nationale, se décide à agir?
11.3496 lp.	Gemäss Pressemitteilung vom 17. Mai 2011 hat vom 21. bis 29. Mai 2011 im Rahmen des Nationalen Programms Alkohol 2008-2012 eine neuartige, partizipative Alkohol-Präventionskampagne stattgefunden. Man kann sich des Eindrucks nicht erwehren, dass die mündigen Bürgerinnen und Bürger in immer rascherer Kadenz mit immer aufwendigeren, spektakuläreren und kostspieligeren Informationskampagnen der Behörden, namentlich des Bundesamtes für Gesundheit, eingedeckt werden.  3. Die mitinvolvierte Eidgenössische Kommission für Alkoholfragen (Ekal) ist völlig einseitig zusammengesetzt; so ist die Wirtschaft überhaupt nicht vertreten. Ist der Bundesrat bereit, im Hinblick auf die nächste Legislaturperiode die notwendigen Korrekturen sowohl in der Ekal wie auch in allen anderen, ähnlich einseitig zusammengesetzten Kommissionen, beispielsweise der Eidgenössischen Kommission gegen Rassismus, vorzunehmen?	Un communiqué de presse publié le 17 mai 2011 par l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) indique qu'une "campagne de prévention alcool d'un genre nouveau, suivant une approche participative", a été menée dans le cadre du Programme national alcool 2008-2012. On a décidément l'impression que les citoyens, pourtant majeurs et vaccinés, sont soumis de la part des autorités, et tout particulièrement de la part de l'OFSP, à des campagnes d'information de plus en plus nombreuses à un feu de plus en plus nourri de campagnes d'information de plus en plus spectaculaires et de plus en plus coûteuses.  3. La Commission fédérale pour les problèmes liés à l'alcool (CFAL), associée à la campagne, est composée de manière parfaitement déséquilibrée: ainsi, elle ne compte aucun représentant des entreprises. Le Conseil fédéral est-il disposé à revoir d'ici à la prochaine législature la composition, non seulement de la CFAL, mais de toutes les commissions composées de manière aussi unilatérale affichant une composition pareillement boiteuse, comme par exemple la Commission fédérale contre le racisme?
11.3686 Po.	Mit einer Anerkennung der Schulen werden auch die internationalen Beziehungen vereinfacht, da zum Beispiel der Austausch der Studierenden über anerkannte Schulen möglich wird.	Reconnaître ces écoles permettrait enfin de simplifier fluidifier les relations internationales en rendant possible les échanges estudiantins entre écoles reconnues.
11.3487 lp.	4. Ist er der Meinung, dass wir unseren Freihandelspartnern unsere	4. Le Conseil fédéral pense-t-il que nous puissions chercher à imposer à nos partenaires de négociation

	<p>Menschenrechtspolitik aufzwingen können, ohne uns dabei Nachteile einzuhandeln oder sogar den Abschluss von Freihandelsabkommen zu verunmöglichen? Findet der Bundesrat nicht, dass damit unsere Exportnation einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil gegenüber den Konkurrenzländern vergibt?</p>	<p>nos vues en matière de droits de l'homme sans que cela entraîne pour nous des inconvénients cela revienne à nous tirer une balle dans le pied, ou même à faire capoter l'accord de libre-échange recherché? N'est-il pas d'accord pour estimer lui aussi que c'est accorder aux pays concurrents de la Suisse un avantage décisif, alors même que nous dépendons de nos exportations?</p>
12.3266 Po.	<p>Mit dem Rückgang dieser informellen Pflege, dem sozialstaatlichen Umbau und dem gleichzeitig gestiegenen Bedarf in der ambulanten Pflege entstehen im Care-Bereich zunehmende Versorgungsengpässe.</p>	<p>Ainsi, du fait du recul de la prise en charge informelle, de la mutation de l'Etat social et de l'accroissement des besoins en soins ambulatoires, le système connaîtra de plus en plus de situations de pénurie va vers l'asphyxie.</p>
12.3254 Mo.	<p>Für die Umsetzung der Energiestrategie 2050 besteht ein volkswirtschaftliches Interesse, dass Modernisierungs- und Erweiterungsinvestitionen in bestehenden Kraftwerken konsequent umgesetzt werden. In vielen Fällen verhindert dies die heutige gesetzliche Regelung, die bei solchen Investitionen - werden sie im Einvernehmen mit den Konzedenten gemacht - höchstens den nicht amortisierten Restbuchwert entschädigen lässt. Das ist deshalb nicht fair, weil Investitionen in die Wasserkraft kapitalintensiv sind und erst gegen Ende ihrer Nutzung einen Ertrag abwerfen.</p>	<p>La mise en œuvre de la Stratégie énergétique 2050 suppose notamment que les concessionnaires investissent de manière conséquente dans la modernisation et l'agrandissement des centrales existantes. Mais le droit actuel empêche souvent cela décourage l'investisseur de bonne volonté, puisqu'il prévoit que le concessionnaire sera dédommagé au plus à hauteur de la valeur résiduelle non amortie, et encore, pour autant qu'il ait procédé à la modernisation ou à l'agrandissement en accord avec la communauté concédante. Ce dispositif est injuste: en effet, alors que les investissements effectués dans l'énergie hydraulique consomment beaucoup de sont gourmands en capital, ils ne deviennent vraiment rentables qu'à la fin de la période d'utilisation.</p>
12.3155 Mo.	<p>Die Ladenöffnungszeiten in der Schweiz fallen mangels einer Regelung in der Bundesverfassung in die Kompetenz der Kantone und sind sehr unterschiedlich ausgestaltet.</p>	<p>Faute de disposition constitutionnelle La Constitution restant muette sur ce point, les heures d'ouverture des commerces relèvent des cantons et connaissent donc de très grandes disparités.</p>
12.3156 Ip.	<p>Der Fall des auf den Philippinen lange vermissten und schliesslich Anfang Januar 2012 tot aufgefundenen Schweizer Sprachschülers Alex Reich hat weitherum Betroffenheit hervorgerufen. Dabei wurden auch die Rollen von EDA und EJPD kritisch hinterfragt. Aussenminister Didier Burkhalter gab in der Fragestunde vom 5. März 2012 seiner Anteilnahme Ausdruck, erkannte aber kein Fehlverhalten des EDA. Die Stellungnahme stiess insofern ins Leere, als sie kaum auf die von den Angehörigen geltend gemachten Kritikpunkte einging.</p>	<p>Beaucoup ont été consternés par le sort d'Alex Reich, cet étudiant suisse en langues disparu puis retrouvé mort au début 2012 aux Philippines. L'action du DFAE et du DFJP a dans ce contexte été mise en cause. Le 5 mars 2012, à l'heure des questions, Monsieur Didier Burkhalter, chef du DFAE, s'il a exprimé sa sympathie à la famille et aux proches, a aussi exonéré le DFAE de toute faute. Mais son intervention est tombée dans le vide est apparue déconnectée du réel dans la mesure où elle ne répondait à quasiment aucune des critiques qui avaient été émises par la famille.</p>
12.3374 Mo.	<p>Als das Proporzwahlverfahren vor bald hundert Jahren geschaffen wurde, sollten Listenverbindungen die Funktion haben, Stimmen für Parteien mit ähnlicher politischer Ausrichtung oder für Untergruppen von Parteien zu vereinigen. In letzter Zeit zeigt sich vermehrt</p>	<p>Lorsque le scrutin à la proportionnelle a été introduit il y a près d'un siècle, les apparentements de liste étaient destinés à maximiser les suffrages au profit de partis d'obédiences proches ou de leurs sous-groupes sous-chapelles. Or, on constate depuis quelque temps que les partis ont de plus en plus tendance à s'allier</p>



	<p>die Tendenz, dass Parteien Listenverbindungen aus wahltaktischen Überlegungen und nicht wegen programmatischer Gemeinsamkeiten eingehen. So schliessen sich Splittergruppen trotz absolut gegensätzlicher Werthaltungen in inhaltlichen Grundsatzfragen zu "Rouletteverbindungen" zusammen.</p>	<p>au sein de tels apparentements pour des raisons relevant moins de la convergence programmatique que de la tactique électorale. On voit ainsi se coaliser au hasard de leurs intérêts des micro-partis que pourtant tout oppose sur le fond.</p> <p>✗ : cas particulier : faute de pouvoir trouver une image aussi convaincante que l'image allemande, le traducteur a fini par rendre les armes (piteusement et la mort dans l'âme).</p>
12.3375 Ip.	<p>5. Wie erklärt er sich, dass Deutschland mit 82 Millionen Einwohnern und einem Anteil von 14 565,5 Millionen Sonderziehungsrechten (SZR) einen wesentlich geringeren Kapitalanteil pro Kopf leistet als die Schweiz bei 3458,5 SZR und 7,9 Millionen Einwohnern? Wäre da nicht mehr Solidarität derjenigen Länder nötig, die von der Schweiz die gleiche Solidarität in anderen Themen wie Steuern, Luftverkehr usw. immer lautstark einfordern? Ist der Bundesrat bereit und in der Lage, diese Solidarität im IWF einzufordern?</p>	<p>5. Comment le Conseil fédéral s'explique-t-il que l'Allemagne, avec une quote-part de 14 565,5 millions de droits de tirage spéciaux (DTS) pour 82 millions d'habitants, fournit au FMI une contribution financière par habitant sensiblement inférieure à celle de la Suisse, dont la quote-part est de 3458,5 millions de DTS pour 7,9 millions d'habitants? Ne pourrait-on souhaiter ici un peu plus de solidarité de la part de ces mêmes pays qui n'hésitent pas à demander bruyamment à cor et à cri à la Suisse de faire preuve d'une solidarité similaire dans des domaines tels que la fiscalité, le trafic aérien, etc.? Le Conseil fédéral est-il disposé à faire appel à un surcroît de solidarité au sein de FMI, pour autant qu'il soit en mesure de le faire?</p>
12.3616 Mo.	<p>Fordert z. B. ein einziger Anwohner in solch einem Stadtteil absolute nächtliche Ruhe ein, kann dies das Aus für eine Vielzahl von Betrieben bedeuten.</p>	<p>Mais il suffirait qu'une seule personne habitant dans un tel quartier demande que les dispositions sur l'interdiction du bruit nocturne soient strictement respectées pour que cela signifie la fin signe l'arrêt de mort de nombre d'entreprises.</p>
12.4010 Ip.	<p>Der Diebstahl und die Veräusserung von Bankkundendaten an ausländische Behörden wurden in den vergangenen zwei Jahren zu einem grossen Problem, welches das Bankkundengeheimnis in den betroffenen Fällen massiv verletzt und dem Finanzplatz Schweiz grossen Schaden zufügt. Solche Machenschaften sind mit geeigneten Mitteln zu unterbinden. Das bedingt, dass nicht nur gegen Datendiebe und ihre Abnehmer, welche teilweise ausländische Behörden sind, konsequent vorgegangen wird, sondern dass auch Banken, welche fahrlässig solche Datendiebstähle zulassen, strafrechtlich zur Rechenschaft gezogen werden.</p>	<p>Le phénomène du vol et de la revente de données bancaires à des autorités étrangères est devenu un véritable problème au cours des deux dernières années, parce que, en portant un coup sérieux au secret bancaire, il nuit gravement à toute la place financière suisse. Il s'agit donc de combattre ces agissements par tous les moyens, ce qui suppose non seulement de se montrer ferme avec livrer une guerre sans merci à ceux qui volent ces données et à ceux qui les achètent, parmi lesquels figurent du reste certaines autorités étrangères, mais aussi de placer pénalement devant leurs responsabilités les banques dont la négligence a permis aux voleurs de commettre leurs méfaits.</p>
13.4089 Po.	<p>Funkamateure werden zunehmend durch unverhältnismässige Antennen-Vorschriften in der Ausübung ihrer Tätigkeit für die Allgemeinheit und in der Wahrnehmung der ihnen gemäss der Fernmeldegesetzgebung zustehenden Rechte stark behindert. Damit wird eine äusserst wertvolle private Initiative abgewürgt und ein wichtiges Kommunikationsmittel für den Notfall unnötigerweise in seiner Existenz gefährdet.</p>	<p>Mais on constate aussi que des prescriptions exagérément sévères sur les antennes empêchent les radioamateurs de jouer ce rôle d'utilité publique et même d'exercer pleinement les droits que leur reconnaît pourtant la législation sur les télécommunications, ce qui revient non seulement à empêcher le développement d'une étouffer dans l'œuf une activité utile d'initiative privée, mais à risquer inutilement de faire disparaître un moyen de</p>

		communication qui pourrait se révéler précieux en cas d'urgence.
11.3624 Po.	Diese Regeln stellen ein historisch gewachsenes, sehr komplexes System dar. Dessen Handhabung ist kaum mehr zu bewerkstelligen, was zu einer grossen Rechtsunsicherheit führt und damit bürgerfeindlich ist. Bei den heute gültigen Veranlagungen in mehreren Kantonen besteht ein sehr hoher Veranlagungsaufwand, mit häufig erforderlichen Revisionen der interkantonalen Steuerauscheidungen und häufigen Korrekturen der Steuerveranlagungen in allen beteiligten Kantonen und Gemeinden. <b>Viele Steuerpflichtige resignieren</b> , verzichten auf den Rechtsschutz und versteuern schliesslich freiwillig zu viel. Auch bei Einhaltung der Regeln des Bundesgerichts zur Vermeidung einer interkantonalen Doppelbesteuerung wird eine Mehrbelastung nicht immer konsequent ausgeräumt, womit der Verfassungsauftrag verletzt wird.	Or, les règles de cette jurisprudence qui s'est construite au fil des arrêts rendus par le TF sont aujourd'hui d'une rare complexité, et leur application est devenue si difficile et si incertaine qu'on peut véritablement parler d'un système préjudiciable au contribuable. En raison des différences cantonales, la charge administrative liée à la taxation est considérable, d'autant que les règles qui régissent le partage d'impôts entre les cantons et les communes concernés font souvent l'objet de révisions ou d'ajustements particuliers. Nombre de contribuables <b>se résignent baissent les bras</b> , renoncent à se faire assister juridiquement et finissent par payer plus qu'ils ne devraient. Même une application stricte des règles du TF ne permet pas de prévenir entièrement le risque d'un trop-payé, ce qui viole la Constitution.
11.478 Iv.pa.	Die Schweiz steht vor einer Rezession, in welcher eine anhaltende Masseneinwanderung wie in den letzten Jahren sowohl der Schweizer Bevölkerung als auch der Wirtschaft massiv schaden würde. <b>Die absehbaren Mehrkosten</b> im Bereich der Arbeitslosenabgaben und der Sozialhilfe sind unverantwortbar. Aus diesem Grund muss die Zuwanderung in die Schweiz wieder gesteuert werden können. Internationale Abkommen, die dem widersprechen, müssen neu verhandelt werden.	Avec la récession que la Suisse est en passe de devoir affronter, une immigration de masse de l'ordre de celle qu'elle a connue ces dernières années pénaliserait gravement la population comme les entreprises. Il serait irresponsable de ne rien entreprendre face à <b>l'augmentation l'explosion</b> prévisible des allocations d'assurance-chômage et des aides sociales. Aussi la Suisse doit-elle reprendre en main la maîtrise de son immigration, quitte à renégocier les accords internationaux qui l'en empêcheraient.
11.4009 Po.	Die Diskussion über eine obligatorische Pflegeversicherung <b>muss deshalb nochmals aufgenommen werden</b> .	Il importe donc de <b>reprendre la discussion sur remettre sur le tapis la question de</b> l'assurance obligatoire des soins de longue durée.
11.3969 Ip.	Cleantech. Koordination oder <b>Konkurrenz?</b>	Cleantech. Adopter une approche coordonnée ou laisser s'installer la <b>concurrence foire d'empoigne?</b>
12.3154 Ip.	Die Schweiz <b>fährt einen Sonderzug</b> .	La Suisse choisit la voie solitaire <b>fait ici bande à part</b> , [...]
12.1037 Q	Laut Medienberichten vom April 2012 versucht die Armee zu Abklärungszwecken Tausende von Dienstbüchlein ehemaliger Dienstpflichtiger <b>einanzuziehen</b> .	A croire ce que la presse en a dit en avril 2012, l'armée tente actuellement de <b>recupérer remettre la main sur</b> les livrets de service de milliers d'anciens militaires.
12.3353 Ip.	1. Was hat den Bundesrat zu dieser <b>Kehrtwende</b> bewegt? Ist sie das Resultat von erneutem Druck aus den USA oder gibt es	1. Qu'est-ce qui a poussé le Conseil fédéral à changer <b>d'avis son fusil d'épaule</b> ? Faut-il y voir la résultante de nouvelles pressions exercées par les Etats-Unis ou ceux-ci ont-ils donné des assurances que le différend



	<p>Zusicherungen auf eine baldige Beilegung des Steuerstreits zwischen den beiden Staaten?</p> <p>2. [...]</p> <p>3. Wie viele Mitarbeitende sind von diesen Datenlieferungen an die USA betroffen? Mit welchen Konsequenzen haben diese <b>bei einer Einreise in die USA</b> zu rechnen? Rät der Bundesrat den betroffenen Mitarbeitenden von Reisen in die USA ab? Rät er diesen Personen von Reisen in andere Länder ab?</p>	<p>fiscal qui oppose les deux pays connaîtrait un règlement imminent?</p> <p>2. [...]</p> <p>3. De combien d'employés les données sont-elles livrées aux Etats-Unis? Quelles conséquences cette livraison entraîne-t-elle pour eux s'ils <b>pénètrent aux États-Unis mettent le pied sur sol américain</b>? Le Conseil fédéral leur déconseille-t-il de se rendre aux Etats-Unis? Y a-t-il d'autres pays où il leur déconseille de se rendre?</p>
12.1054 Q	<p>Die Militärdiktatur Eritreas erhält von Freedom House seit 2001 jährlich die Höchstnote für Missachtung von politischen Rechten und bürgerlichen Freiheiten; die meisten körperlich geeigneten Männer und Frauen sind wegen der Auseinandersetzung mit Äthiopien im unbefristeten Militär- respektive Nationaldienst. Folter, ausserprozessuale Gefängnisstrafen unter lebensbedrohlichen Bedingungen und sogar aussergerichtliche Tötungen <b>sind gängige Praxis</b> (vgl. Jahresberichte 2012 Amnesty international und Freedom House sowie Menschenrechtsbericht 2012 des US-Aussenministeriums). Sudan erlaubt dem eritreischen Militär Entführungen von Flüchtlingen aus dem Sudan nach Eritrea, allein im Oktober 2011 über 300 (das entspricht 10 Prozent der geschätzt monatlich neu Fliehenden).</p>	<p>Depuis 2001, l'organisation Freedom House décerne chaque année à la dictature militaire d'Erythrée la palme de la violation des droits politiques et des libertés civiles. En raison du conflit qui oppose ce pays à l'Ethiopie, la plupart des hommes et des femmes en état de servir sont tenus d'effectuer un service militaire ou national d'une durée indéterminée. Torture, emprisonnements arbitraires en conditions inhumaines et même exécutions extrajudiciaires y sont <b>une pratique fréquente monnaie courante</b> (voir les rapports annuels 2012 d'Amnesty International et de Freedom House ainsi que le rapport 2012 du ministère américain des affaires étrangères sur les droits de l'homme). Le Soudan permet à l'armée érythréenne d'enlever des réfugiés pour les ramener du Soudan en Erythrée. Il s'agit de plus de 300 pour le seul mois d'octobre 2011 (un chiffre qui correspond à 10 pour cent du nombre estimé de nouveaux réfugiés).</p>
12.3624 lp.	<p>Die Filmpolitik wurde im Rahmen der bisherigen Revisionen des Filmgesetzes aber nie zu einer echten Audiovisionspolitik weiterentwickelt, sondern blieb der traditionellen Vorstellung des Films verhaftet: Auswertung zuerst in den Kinos, dann über Video und TV. Die schnellen Internetverbindungen <b>haben die Ausgangslage verändert</b>, denn Online-Angebote nutzen die Entmaterialisierung der Inhalte. Die technologische Entwicklung hat den Film vom Trägermedium getrennt.</p>	<p>Pourtant, les révisions précédentes de la LCin, loin de permettre le passage d'une simple politique cinématographique à une véritable politique audiovisuelle, n'ont jamais pu dépasser une conception traditionnelle de l'exploitation du film, à savoir distribution en salle, puis édition en vidéo et enfin diffusion à la télévision. Or, les connexions internet rapides ont <b>modifié la situation changé la donne</b>, avec l'offre en ligne de contenus dématérialisés et séparés de leur support.</p>
12.3919 lp.	<p>Trotz dieser alarmierenden Zahlen fristet die Suizidprävention in der Schweiz ein kärgliches Dasein. Joachim Eder, ehemaliger Gesundheitsdirektor des Kantons Zug und heutiger Ständerat, meinte kürzlich in der "Neuen Zürcher Zeitung", dass die Schweiz in Sachen Suizidprävention gegenüber vergleichbaren <b>Ländern rund dreissig Jahre zurückliege</b>. <b>Er hat als Gesundheitsdirektor gehandelt</b> und die Prävention im Kanton Zug deutlich verbessert. So gilt die Suizidprävention des Kantons Zug heute als schweizerischer Benchmark.</p> <p>Dass sich Suizidprävention lohnt, wird klar, wenn man bedenkt, dass Suizide und</p>	<p>Malgré ces chiffres alarmants, la prévention du suicide ne fait en Suisse que végéter. Joachim Eder, conseiller aux Etats et ancien directeur des affaires sanitaires du canton de Zoug, a récemment affirmé dans la "NZZ" que la Suisse avait dans ce domaine quelque trente ans de retard par rapport à des pays comparables. Lui-même, lorsqu'il était en fonctions, <b>avait agi comme il le devait en sa qualité de directeur des affaires sanitaires pris le taureau par les cornes</b> et amélioré dans son canton la prévention du suicide au point d'en faire la référence en Suisse. Il est à noter que la prévention dans ce domaine ne présente que des avantages, si l'on songe que les suicides et tentatives de suicide entraînent des conséquences qui se chiffrent en milliards de francs.</p>

	Suizidversuche Folgekosten in Milliardenhöhe verursachen.	
12.490 lv.pa.	Einsetzung einer Parlamentarischen Untersuchungskommission (PUK) zur Aufarbeitung des gescheiterten Informatikprojektes Insieme der Eidgenössischen Steuerverwaltung.	Nous proposons de charger une commission d'enquête parlementaire (CEP) d'élucider l'échec de faire la lumière sur le fiasco du projet informatique Insieme de l'Administration fédérale des contributions (AFC).
13.406 lv.pa.	Der ungenügende Vollzug ist heute ein grosses Problem im Asylbereich und Mitgrund für die massiv steigenden Gesuchzahlen. Um eine glaubhafte und wirkungsvolle Asylpolitik durchsetzen zu können, ist der Vollzug jedoch zentral. Neben der Errichtung von zusätzlichen Haftplätzen, was mit der Asylgesetzrevision in Angriff genommen wurde, müssen auch die Mittel für Zwangsausstaffungen ausgedehnt werden. Eine der wirkungsvollsten und für alle Beteiligten einfachsten Methoden wäre hierfür der Einsatz von Beruhigungsmitteln.	En matière d'asile, nombre de décisions de renvoi ne sont pas exécutées: si c'est déjà un problème majeur en soi, c'est aussi l'une des raisons qui expliquent pourquoi les demandes d'asile connaissent une augmentation massive. Une politique d'asile efficace et crédible passe nécessairement par une exécution effective des décisions. Pour cela, il faut non seulement créer des places de détention supplémentaires, et c'est en bonne voie grâce à la révision de la loi sur l'asile, mais aussi augmenter les élargir la palette des moyens qui sont autorisés pour exécuter les renvois forcés. A cet égard, l'un des moyens les plus efficaces et les plus simples à mettre en œuvre consisterait à faire usage de sédatifs.
13.3552 lp.	Die gemeinschaftlichen Teile der Stockwerkeigentumseinheiten machen rund zwei Drittel des Gebäudewerts aus, sind also kapitalintensiv, verbunden mit einer entsprechend hohen finanziellen Belastung der Stockwerkeigentümer bei einer Sanierung. Die Erneuerungsfonds sind in aller Regel zu wenig kapitalisiert, als dass die entsprechenden Kosten über diese aufgebracht werden können. Und nicht alle Stockwerkeigentümer können oder wollen diese Kosten tragen. Hinzu kommen vom Gesetz definierte Mindestquoten, welche für bauliche Massnahmen zu erreichen sind, damit solche realisiert werden können.	Les parties communes représentent deux tiers de la valeur de l'immeuble et donc du capital investi, et le coût d'une rénovation est en conséquence élevé pour les copropriétaires. Les fonds de rénovation sont généralement trop peu dotés pour pouvoir couvrir les dépenses concernées, et tous les copropriétaires ne peuvent pas ou ne veulent pas supporter ces coûts payer de leur poche. A cela s'ajoute qu'aux termes de la loi, les travaux ne peuvent être réalisés que si une majorité de propriétaires sont d'accord.
14.5032 HdQ	Wie beurteilt der Bundesrat, u. a. unter Hinweis auf Artikel 15 Absatz 3 des Sprachengesetzes, die Bestrebungen in verschiedenen Kantonen, den "Fremdsprachenunterricht" auf eine Sprache zu reduzieren, mit der Folge, dass allenfalls keine zweite Landessprache mehr unterrichtet wird?	Que pense le Conseil fédéral, eu égard notamment à l'article 15 alinéa 3 de la loi sur les langues, de la volonté affichée par certains cantons de réduire l'"enseignement des langues étrangères" à l'enseignement d'une seule langue étrangère, avec le risque que ne soit plus enseignée une de voir passer à la trappe l'enseignement d'une seconde langue nationale?
14.5132 HdQ	- Warum versuchte der Bundesrat, mich mit einer Falschaussage abzuwimmeln? - Ist es für den Bundesrat tragbar, dass ein Spitzendiplomat das Leitmotiv des Bundespräsidenten 2013 als "Lebenslüge der Nation" abkanzelt?	- Pourquoi le Conseil fédéral tente-t-il de se débarrasser de moi noyer le poisson en me faisant une réponse fausse? - Est-il normal pour le Conseil fédéral qu'un diplomate de haut rang qualifie de "Lebenslüge der Nation", soit de mensonge sur lequel la Suisse se serait construite, la devise qu'avait adoptée pour son pays celui qui a été le président de la Confédération en 2013?

14.3218 Mo.	<p>Nach Annahme der Masseneinwanderungs-Initiative am 9. Februar 2014 muss die Schweiz eine Selektion bei ihrer Einwanderung treffen. Es muss klar unterschieden werden zwischen Ausländern, welche der Schweiz einen Mehrwert bieten, und solchen, welche auf <b>Kosten der Schweiz leben</b>. Die Sicherung des Lebensunterhalts ist in vielen Fällen Voraussetzung für die Erteilung eines Aufenthaltstitels. Allerdings werden in der Praxis <b>in vielen Bereichen Ausnahmen gemacht</b>. Mit Ausnahme des Asylrechts darf es aber keine Ausnahmen geben. Die gesetzliche Voraussetzung "Sicherung des Lebensunterhalts" soll <b>einen Zuzug</b> in die sozialen Sicherungssysteme verhindern.</p>	<p>Le oui donné le 9 février 2014 à l'initiative contre l'immigration de masse contraint la Suisse à opérer une sélection parmi les étrangers qui souhaitent s'établir sur son sol. Il s'agit ainsi de distinguer nettement entre ceux qui apportent quelque chose au pays et ceux qui vivront à ses <b>frais crochets</b>. Si la délivrance d'une autorisation de séjour dépend beaucoup de la capacité du demandeur à pourvoir à ses besoins sans l'aide de l'Etat, on constate que cette règle fait souvent l'objet d'exceptions <b>est souvent battue en brèche</b>, ce qui, abstraction faite du cas particulier qu'est le droit d'asile, n'est pas normal. Cette obligation d'être en mesure d'assurer soi-même sa propre subsistance doit permettre d'éviter que les systèmes de protection sociale ne soient <b>davantage sollicités pris d'assaut</b>.</p>
14.3208 Po.	<p>Dieser rechtsschutzfreie Raum bei Bundesbeschaffungen führt zu Intransparenz und <b>bringt damit die Gefahr</b> der Diskriminierung, der Willkür und der Begünstigung mit sich. Die beiden Geschäftsprüfungskommissionen der eidgenössischen Räte haben sich deshalb in der Vergangenheit schon verschiedentlich und unabhängig voneinander für einen stärkeren Rechtsschutz der Anbieter sowie für vermehrten Wettbewerb bei Beschaffungen der Bundesverwaltung ausgesprochen.</p>	<p>L'absence de protection juridique qui prévaut en dessous du seuil précité rend le système opaque, et <b>recèle le danger porte en germe le risque</b> de la discrimination, de l'arbitraire, du favoritisme. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les Commissions de gestion des chambres ont déjà plaidé chacune et à plusieurs reprises par le passé en faveur d'une meilleure protection juridique des soumissionnaires et d'une concurrence accrue en matière de marchés publics de la Confédération.</p>
14.3219 Mo.	<p>EU-Beitritts-gesuch. Klarheit schaffen</p> <p>Als Schweiz haben wir die Möglichkeit, zu zeigen, dass es ohne EU besser geht und dass es Alternativen gibt. Das tun wir. In den verschiedensten Statistiken bezüglich Innovationskraft, Lebensqualität, Wettbewerbsfähigkeit, geringe Schuldenlast, Stabilität und vieles mehr überflügeln wir die EU bei Weitem. Einen vernünftigen Grund, der EU beizutreten, gibt es nicht! Im Gegenteil: Als EU-Mitglied würden wir zum Nettozahler <b>eines maroden Konstrukts</b>, und die einmaligen Volksrechte würden reine Makulatur. Eine Debatte über die Aussenpolitik ist notwendig, aber nicht über den EU-Beitritt: Diese ist geführt, und das Volk ist klar gegen den EU-Beitritt.</p>	<p>Retirer la demande d'adhésion à l'UE et dire les choses telles qu'elles sont</p> <p>Non seulement nous pouvons démontrer que l'UE n'est pas l'alpha et l'oméga du système politique et qu'il existe d'autres solutions bien meilleures, mais c'est précisément ce que nous faisons. Les statistiques disent en effet toutes la même chose: en termes de capacité d'innovation, de qualité de vie, de compétitivité, de niveau d'endettement, de stabilité, et dans bien d'autres domaines, la Suisse enfonce littéralement l'UE. C'est bien simple, il n'existe aucune raison valable d'entrer dans l'UE. Au contraire: si elle en était membre, la Suisse deviendrait contributeur net <b>d'un édifice délabré d'une carcasse vermoulue</b>, et nos droits populaires ne seraient plus qu'un souvenir. Si nous devons effectivement débattre de la politique étrangère que nous voulons, cessons de disputer de la question de savoir si nous voulons ou non devenir membre de l'UE, car cette affaire-là est désormais classée: le peuple a dit "niet".</p>
14.3350 Ip.	<p>Wegen der anhaltenden Kämpfe in Syrien sind ungefähr 6,5 Millionen Menschen <b>auf der Flucht</b>.</p>	<p>Les combats qui ont lieu en Syrie ont fait fuir <b>jeté sur les routes</b> quelque 6,5 millions de personnes.</p>
14.5240 HdQ	<p>Laut Medienberichten sollen in Syrien etwa 2000 Dschihadisten im Einsatz sein. Einige von</p>	<p>À en croire les médias, quelque 2000 djihadistes européens, dont certains sont porteurs d'un passeport</p>

	ihnen stammen aus der Schweiz. Früher wurden Schweizer, welche z. B. in der französischen Fremdenlegion <b>im Einsatz waren</b> , nach ihrer Rückkehr strafrechtlich verfolgt.	suisse, seraient partis combattre en Syrie. Or, autrefois, lorsqu'un Suisse <b>servait prêtait son bras à</b> une cause étrangère, en s'engageant par exemple en France dans la Légion étrangère, il s'exposait à des poursuites pénales à son retour au pays.
14.3541 Mo.	Der Bundesrat wird beauftragt, die gegenwärtige BAG-Kampagne "Love Life - und bereue nichts" <b>mit ihrer Verbreitung</b> von pornografischen Videos und Fotos über die Medien wie z. B. Fernsehen, Internet und Plakatwände unverzüglich zu stoppen.	Le Conseil fédéral est chargé de mettre fin immédiatement à la campagne de l'Office fédéral de la santé publique intitulée "LOVE LIFE - ne regrette rien" et de <b>cesser la diffusion des au cortège</b> de vidéos et de photos pornographiques diffusées par les médias audiovisuels et par voie d'affiche qui l'accompagne.
13.3018 Ip.	Diese Studie zeigt <b>nüchtern und unbefangen</b> auf, welche volkswirtschaftlichen Anstrengungen nötig sind, um die massiven Lasten der Energiestrategie abzufangen. Insbesondere wären sehr grosse technologische Fortschritte unerlässlich, damit die Umsetzung der vom Bundesrat geplanten Energiestrategie für die Schweizer Volkswirtschaft zu stemmen wäre.	L'étude du KOF montre <b>de manière sobre et impartiale sans fard ni tabou</b> les efforts que l'économie suisse devra consentir sur le plan économique pour contrebalancer les effets massifs qu'entraînera la Stratégie 2050. En particulier, seuls des progrès techniques majeurs permettront à notre économie de ne pas être écrasée par sa mise en œuvre.
14.3711 Mo.	Der Bundesrat wird beauftragt, das Bundesgesetz über Massnahmen zur Wahrung der inneren Sicherheit (BWIS) mit einer Bestimmung zu ergänzen, die ermöglicht, Ausreisesperren für potenzielle Dschihad-Touristen oder <b>ähnliche</b> Gewaltextremisten zu erlassen. Der Bundesrat soll sich dabei an Artikel 24c BWIS, welcher Ausreisebeschränkungen für Hooligans regelt, orientieren.	Le Conseil fédéral est chargé d'intégrer dans la loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure (LMSI) une disposition qui permettra d'interdire de sortie du territoire les personnes susceptibles d'être des "touristes du djihad" ou des extrémistes violents <b>semblables de la même farine</b> . Il s'inspirera de l'article 24c LMSI, qui permet de soumettre des hooligans à des restrictions de déplacement.
14.3938 Po.	Gemäss dem Bericht "Berufsabschluss und Berufswechsel für Erwachsene - Zugang zum Berufsabschluss für Erwachsene" des Staatssekretariates für Bildung, Forschung und Innovation sind die rechtlichen Grundlagen für die Berufsbildung von Erwachsenen in diesem Bereich sehr offen. Der vorhandene Spielraum umfasst dabei namentlich die Förderung von Grundkompetenzen, <b>die den Zugang zur beruflichen Grundbildung eröffnet</b> . Insbesondere das hoffentlich bald in Kraft tretende Weiterbildungsgesetz bietet dafür eine systematische Rechtsgrundlage.	Selon le rapport intitulé "Diplôme professionnel et changement de profession pour les adultes" établi par le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation, les dispositions légales applicables en matière de formation des adultes sont formulées de manière très ouverte, permettant en particulier l'encouragement des compétences de base qui elles-mêmes <b>ouvrent sont la clef de</b> l'accès à une formation professionnelle initiale. La nouvelle loi sur la formation continue, notamment, qui devrait enfin entrer bientôt en vigueur, fournira à cet égard une base légale systématique.
14.4167 Mo.	"Berne est loin du compte", titelte die Zeitung "Le Matin" vom 9. Dezember 2014 zu Recht, denn die bundeseigenen Unternehmungen sind faktisch weit davon entfernt, die 30-Prozent-Quote zu erreichen. In Beantwortung einer Frage im Parlament hielt die Vorsteherin des EFD am 8. Dezember 2014 fest, dass von 27 bundeseigenen oder bundesnahen Institutionen nur sechs mehr als 30 Prozent Frauen	Quand "Le Matin" du 9 décembre 2014 titre que "Berne est loin du compte", il a raison, car les entreprises de la Confédération sont loin d'avoir atteint ce quota de 30 pour cent. Le 8 décembre 2014, répondant à la question d'un parlementaire, la responsable du DFF a fait savoir que sur 27 institutions appartenant en totalité ou en majorité à la Confédération, seules six ont indiqué compter plus de 30 pour cent de femmes. Il existe même des



	<p>aufweisen. Über die 21 anderen war nichts zu vernehmen. Es gibt sogar Institutionen wie die Finma, bei der mit bloss einer Frau im Verwaltungsrat selbst eine ausdrückliche gesetzliche Verpflichtung vom Bundesrat <b>krass missachtet wird</b>.</p>	<p>institutions comme la Finma dont le conseil d'administration ne compte qu'une seule femme, ce qui revient à <b>négliger ostensiblement tout simplement à s'asseoir sur</b> les directives du Conseil fédéral.</p>
15.3079 lp.	<p>Am 16. Oktober 2014 hat die APK-SR grünes Licht zu Verhandlungen bezüglich des Vertrags von Prüm gegeben. Seither ist es zumindest in der Öffentlichkeit <b>ruhig geworden</b>, zumindest was die Verhandlungsfrent angeht. Nicht ruhiger ist es vor allem in den Grenzregionen geworden, was die Kriminalität angeht. Spätestens mit der Veröffentlichung der Polizeilichen Kriminalstatistik 2014 in der letzten Märzwoche und der dann wohl wieder aufflammenden Diskussion über Kriminaltouristen wird die Problematik des Kriminaltourismus in den Fokus rücken.</p> <p>[...]</p> <p>Dass Kriminaltourismus als Problematik weiterhin <b>nicht zu unterschätzen ist</b>, ergibt sich allein schon aus der permanent hohen Zahl von Personen ausländischer Herkunft, die sich in Untersuchungshaft befinden. Dabei handelt es sich mehrheitlich um Vermögensdelinquenten, denen sich dank verbesserter Spurensicherung und -auswertung aktuell und oft auch bei früheren Deliktstouren durch die Schweiz begangene Taten nachweisen lassen. Im Rahmen der Ermittlungen zeigt sich auch regelmässig, dass solche Touren gezielt unternommen werden und <b>nicht das Produkt von Zufallsentschlüssen sind</b>. Diese Problematik wird so lange bestehen, wie ein so grosses Reichumsgefälle besteht und es für die Täterschaft ein vergleichsweise geringes Risiko gibt, gefasst und mit einer empfindlichen Sanktion bestraft zu werden. Diese Problematik vergiftet nicht zuletzt auch die europapolitische Diskussion. Gegenmassnahmen sind dringend einzuleiten.</p>	<p>Le 16 octobre 2014, la Commission de politique extérieure du Conseil des Etats a donné son feu vert à l'ouverture de négociations en vue de l'adhésion au traité de Prüm. Depuis, la question n'a plus été <b>débattue c'est le silence radio</b>, du moins pour ce qui est des négociations, sauf dans les régions limitrophes, où la criminalité transfrontalière reste un vrai sujet de préoccupation, et l'on peut gager que la publication à la fin du mois de mars de la Statistique policière de la criminalité 2014 ne manquera pas à cet égard d'agiter à nouveau les esprits.</p> <p>[...]</p> <p>Il suffit de considérer le pourcentage invariablement élevé d'étrangers qui se trouvent chez nous en détention préventive pour se convaincre qu'on ne saurait <b>sous-estimer balayer de la main</b> le problème de la criminalité itinérante transfrontalière. Il s'agit principalement d'auteurs d'infractions contre le patrimoine, commises dans le cadre d'expéditions prédatrices et du reste souvent anciennes, que les progrès réalisés en matière de relevé et d'exploitation des traces ont permis d'identifier. Les investigations démontrent en outre régulièrement que, loin d'être <b>décidées au hasard lancées sur un coup de tête</b>, ces expéditions sont au contraire soigneusement planifiées. Cette réalité ne changera pas tant que l'écart de richesse sera ce qu'il est, et que le risque pour les délinquants de se faire prendre et d'être durement punis restera relativement faible. Il faut aujourd'hui agir d'autant plus vite que ce problème empoisonne notamment le débat sur la politique européenne.</p>
15.3412 lp.	<p>Das Problem kann nicht mit kosmetischen Korrekturen gelöst werden, sondern es braucht eine radikale Reform der ganzen Asylpolitik, einen eigentlichen Paradigmenwechsel! Was ist zu tun?</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>[...]</li> <li>Denkt der Bundesrat nicht, dass es von Vorteil wäre, wenn die Flüchtlinge nicht mehr aus ihrem Kulturkreis herausgerissen würden? Damit würde auch den Schlepperbanden und dem Menschenhandel weitgehend das</li> </ol>	<p>Le problème ne pourra être résolu au moyen de simples mesurtes à la marge, et exige au contraire que soit mise en chantier une réforme radicale de la politique d'asile tout entière, soit un véritable changement de paradigme. Que faire?</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>[...]</li> <li>Le Conseil fédéral n'est-il pas d'accord pour penser qu'il vaudrait mieux pour les réfugiés qu'ils ne soient plus arrachés à leur aire culturelle d'origine? Cela permettrait aussi de mettre fin aux agissements des passeurs et au trafic d'êtres humains. On ne verrait</li> </ol>



	Handwerk gelegt. Die tragischen Unglücksfälle mit häufig vielen Toten würden ausbleiben.	plus se produire toutes ces tragédies, avec leurs nombreux cortèges de morts.
15.446 lv.pa.	Die Schweiz hat ein Milizparlament. Dieses System ist wesentlich dafür verantwortlich, dass wir eine Politik haben, die näher an der Bevölkerung und der Wirklichkeit ist als in Ländern mit Berufspolitikern. Miliz heisst auch, dass die Volksvertreter weiterhin beruflich tätig sein können, was gut ist für die Politik (so können das Wissen und die Erfahrungen direkt einfließen) und noch besser für die Unabhängigkeit: Milizpolitiker können wieder in ihren Beruf zurückkehren und sind nicht existenziell abhängig von ihrem politischen Amt.	Si la Suisse dispose d'élus plus proches de la population et des réalités que ce n'est le cas ailleurs, c'est notamment que son Parlement est un parlement de milice, dont les membres sont des non-professionnels qui peuvent rester garder un pied dans la vie active parallèlement à leur mandat parlementaire. Cette possibilité qui leur est ainsi donnée constitue un atout à double titre, d'abord, en ce que le savoir et l'expérience qu'elle permet d'acquérir nourrissent l'action politique, ensuite, en ce qu'elle sert la liberté de l'élu lui-même, qui, parce qu'il a un métier, ne dépend pas de ses indemnités pour vivre.
15.445 lv.pa.	Nicht wenige mussten in letzter Zeit wegen Überlastung eine Auszeit in Anspruch nehmen. Nicht selten bleiben die inhaltliche Arbeit und vor allem auch visionäre Ideen auf der Strecke. Es ist anzunehmen, dass sich diese Tendenz in den nächsten Jahren noch verstärkt. Hauptmanko sind derzeit die fehlenden personellen und zeitlichen Ressourcen, weshalb hier anzusetzen ist.	De nombreux élus sont surchargés et ne s'en sortent plus, au point qu'un certain nombre d'entre eux ont récemment dû faire une pause s'arrêter pour souffler. Souvent, c'est le travail de fond et le travail d'anticipation qui en pâtissent, et tout laisse à penser que cette tendance va encore se renforcer dans les années qui viennent.
15.3816 lp.u.	Anstelle kurzfristiger Konjunkturpakete muss es Ziel der Politik sein, zu prüfen, welche Massnahmen die Rahmenbedingungen für eine nachhaltige Schweizer Volkswirtschaft langfristig verbessern. [...] 9. Auf welche anstehenden neuen Regulierungsvorlagen ist der Bundesrat bereit zu verzichten oder sie mindestens vorerst zu sistieren?	Le lancement de programmes conjoncturels à court terme ne saurait être le seul objectif l'horizon indépassable de l'action politique: celle-ci doit au contraire sélectionner les mesures susceptibles d'améliorer durablement les conditions juridiques et économiques qui permettent à l'économie suisse de prospérer. [...] 9. Quels sont les projets de réglementation en attente d'être lancés actuellement dans les tuyaux auxquels le Conseil fédéral accepte de renoncer ou qu'il est du moins disposé à ajourner?
15.3810 lp.	Es stellt sich heute die berechtigte Frage, ob es sinnvoll ist, die Nationalhymne zur Diskussion zu stellen, in einem Zeitpunkt, in dem die Schweiz mit gewichtigeren Fragen (Verhältnis zu Europa (Bilaterale und Institutionelle), Energiestrategie 2050, Altersreform 2020 usw.) konfrontiert ist und bezüglich nationalem Zusammenhalt mit einem solchen Projekt kein Mehrwert geschaffen wird. Der Bundesrat hat bisher (Motionen 04.3046 und 08.3026) ausgeführt, dass es aus seiner Sicht keinen Grund gebe, die Hymne zu ändern. Die Behandlung als Petition würde ermöglichen, dass der politische Quereinstieg in geordnete Bahnen gelenkt werden könnte. Die Kommission könnte dann ihrem Rat beantragen, der Petition sei keine Folge zu geben, weil sie das Anliegen ablehnt. Oder sie	On peut à bon droit se demander s'il est raisonnable de remettre en cause l'hymne national au moment même où la Suisse doit s'occuper de questions plus importantes empoigner des dossiers autrement lourds, telles les relations bilatérales et institutionnelles avec l'Europe, la Stratégie énergétique 2015, la réforme Prévoyance vieillesse 2020, etc., et alors qu'un tel projet n'apporte rien en termes de renforcement de la cohésion nationale. Du reste, le Conseil fédéral a indiqué à ce jour qu'il n'y avait pas de raison de modifier l'hymne national (voir les motions 04.3046 et 08.3026). Assimiler la démarche de la SSUP à une pétition permettrait de subordonner à une procédure normale ce qui a suivi un chemin de traverse aujourd'hui relève du court-circuitage politique. La commission compétente pourrait ainsi proposer au conseil de ne pas donner suite à cette pétition, ou au contraire

	könnte die Forderung nach einer neuen Landeshymne in Form einer parlamentarischen Initiative oder eines Vorstosses weiterverfolgen, der selbstverständlich auch wieder die Zustimmung der Räte erfordern würde.	donner corps à la proposition sous la forme d'une initiative ou d'une intervention parlementaire, qui ne serait évidemment adoptée qu'avec le vote des chambres.
15.5265 HdQ	Teilt der Bundesrat diese Aussage <b>des obersten Wirtschaftsförderers</b> der Schweiz?	Le Conseil fédéral partage-t-il cette analyse du <b>principal responsable numéro un</b> de la promotion économique de la Suisse?
15.5520 HdQ	Das "Schoggi-Gesetz" <b>steht in der Kritik</b> der WTO.	La loi fédérale sur l'importation et l'exportation de produits agricoles transformés, également appelée "loi chocolatière", est actuellement <b>critiquée par dans le collimateur de</b> l'OMC.
15.4134 Ip.	Diese Sorge teilt auch die Konferenz der kantonalen Volkswirtschaftsdirektoren (VDK), die sich mit einem Schreiben vom 10. Dezember 2015 an den Gesamtbundesrat gewandt hat. Darin legt die VDK eindrücklich dar, dass <b>sie aufgrund der im internationalen Vergleich restriktiven Exportkontrolle des Bundes befürchtet, dass wertvolle Industriearbeitsplätze in der Schweiz verlorengehen</b> . Sie bittet den Bundesrat deshalb, bei der Bewilligungspraxis eine umfassende Abwägung aller Umstände vorzunehmen.	Cette préoccupation est d'ailleurs partagée par la Conférence des chefs des Départements cantonaux de l'économie publique (CDEP), au point que celle-ci a adressé le 10 décembre 2015 une lettre au Conseil fédéral pour lui exposer de manière irréfutable ses craintes de voir perdre de précieux emplois industriels en raison <b>la Confédération sacrifier de précieux emplois industriels sur l'autel</b> d'un contrôle des exportations sévère en comparaison internationale, et lui demander de revoir la pratique qui prévaut aujourd'hui en matière de contrôle de manière à tenir compte de tous les éléments en jeu.
15.4221 Ip.	In einer liberalen und freiheitlichen Gesellschaftsordnung wie jener der Schweiz hat sich der Staat auf seine Kernaufgaben zu beschränken. Aufgaben, die von Privaten besser und kostengünstiger erbracht werden können, sind der Privatwirtschaft zu überlassen. Seit Jahren findet jedoch eine gegenläufige Entwicklung statt: Anstatt sich auf die verfassungsmässig festgelegten Hauptaufgaben zu beschränken und das Subsidiaritätsprinzip zu beachten, breitet sich der Staat immer mehr aus, gibt sich selber Aufgaben und konkurrenziert damit die Privatwirtschaft, die seit der Aufhebung des Frankenmindestkurses ohnehin starkem Druck ausgesetzt ist. Diese Entwicklung hat ein Ausmass angenommen, <b>das nicht mehr einfach hingenommen werden kann</b> . [...] Jüngstes Beispiel ist das Programm Energieeffizienz in KMU (Peik), das vom Bundesamt für Energie lanciert wird und jährlich mindestens 3,2 Millionen Franken <b>an Steuergeldern</b> für Energieberatungen ausgeben will. Damit werden private Beratungsfirmen direkt konkurrenziert, ja <b>ihrer Geschäftsfelder beraubt</b> . Weitere Beispiele sind z. B. die vielen Sensibilisierungs- und Aufklärungskampagnen	Dans une société libérale comme la Suisse, l'Etat doit se limiter à ses fonctions régaliennes, et laisser au secteur privé les tâches que celui-ci peut effectuer mieux et pour moins cher. Pourtant, c'est la tendance inverse que l'on observe depuis plusieurs années: au lieu de se borner à effectuer les missions que lui impartit la Constitution et à s'en tenir au principe de subsidiarité, l'Etat ne cesse de s'étendre en se confiant des tâches à lui-même, concurrençant par là un secteur privé déjà mis à mal par l'abandon du cours plancher du franc face à l'euro. Et cette évolution a aujourd'hui pris des proportions telles qu'il n'est plus possible de <b>l'accepter sans réagir rester les bras ballants</b> . [...] Le dernier exemple en date de cette évolution est le programme Efficacité énergétique des PME lancé par l'Office fédéral de l'énergie et qui devrait se traduire chaque année par des activités de conseil en énergie à hauteur de 3,2 millions de francs <b>payés par le pris dans la poche du</b> contribuable, qui feront directement concurrence aux entreprises de conseil et les prive même de leur secteur d'activité <b>gagne-pain</b> . Mais on peut citer également les nombreuses campagnes d'information ou de sensibilisation sur l'alimentation que l'Office fédéral de la santé mène à destination de consommateurs pourtant majeurs, à qui il prescrit ce

	des Bundesamtes für Gesundheit zur Ernährung der mündigen Konsumentinnen und Konsumenten, der Speisezettel wird vorgeschrieben, und Genussmittel werden vergällt.	qu'ils ont le droit de manger ou non en n'oubliant pas de leur interdire alcool et tabac.
15.4236 Mo.	Als staatliches Monopolunternehmen missbrauchen die SBB ihre Macht. Bahnkunden zahlen bereits heute zu hohe Preise und büssen für Fehler durch die Manager.	Les CFF abusent de la position dominante que leur confère leur statut d'entreprise publique: les clients du chemin de fer paient déjà des prix trop élevés sont déjà pris pour des vaches à lait, d'autant qu'ils doivent payer pour les erreurs commises par les dirigeants.
16.3275 Ip.	Die quartalsweise auszufüllende Statistikumfrage der Schweizerischen Nationalbank (SNB) wurde seit 2014 stark erweitert. Bis 2014 musste ein Unternehmen in einer kurzen Tabelle Auskunft geben. Mit geänderter Statistik verursacht das Ausfüllen der Statistik zu Investitionen eines Unternehmens einiges mehr an Aufwand, umfasst dies doch neu mehrere Tabellenblätter mit unzähligen Angaben. Die Unternehmen in der Schweiz beklagen sich schon seit Längerem über die zunehmende Bürokratie durch Statistik. Gerade im Umfeld von Frankenstärke und Wettbewerbsdruck ist es daher unerklärlich, wieso die SNB den Statistikaufwand für die Unternehmen nochmals erhöht.	Le formulaire d'enquête statistique de la Banque nationale suisse (BNS) que les entreprises doivent remplir tous les trois mois est devenu particulièrement détaillé en 2014. Si elles n'avaient en effet à remplir autrefois qu'un petit tableau, répondre aux questions de la partie qui concerne les investissements de l'entreprise est aujourd'hui une tâche particulièrement ingrate, puisqu'il faut désormais frayer son chemin à travers plusieurs feuilles de calcul dans lesquelles il faut saisir d'innombrables une myriade de données. Le fait que les entreprises se plaignent de la lourdeur de la charge administrative liée aux enquêtes statistiques ne date pas d'hier et il est incompréhensible que la BNS choisisse précisément d'alourdir encore cette charge de travail de charger encore la barque dans un contexte marqué par le franc fort et la pression concurrentielle.
17.3402 Ip.	Hausaufgaben bei staatlichen Beihilfen angehen  Entsprechend muss die Schweiz selbst ihre Hausaufgaben bei den Beihilfen machen und ihre eigene Politik zu Subventionen und staatlichen Beihilfen klären. Das Niveau ist in der Schweiz bekanntlich sehr hoch. In den Medien war jüngst vom "Subventionsland Schweiz" zu lesen.	Aides publiques. La Suisse doit commencer par s'occuper de ses propres affaires balayer devant sa porte  Il faut donc que la Suisse corrige aujourd'hui ses propres erreurs fasse aujourd'hui son aggiornamento en matière d'aides publiques. Le niveau de ces dernières est, on le sait, très élevé, au point que la presse a qualifié récemment la Suisse de "pays des subventions".
16.3589 Po.	Zudem soll der Bundesrat in einem Aktionsplan aufzeigen, mit welchen Gegenmassnahmen stossende Diskriminierungen beseitigt werden können. Dieser Aktionsplan soll unter anderem dem Parlament als Entscheidungsgrundlage für allfällige Reformen auf Gesetzesstufe dienen.	Ensuite, le Conseil fédéral devra présenter un plan d'action qui exposera les mesures qui permettront d'abolir les discriminations les plus choquantes criantes. Ce plan d'action servira notamment au Parlement de base de décision au cas où il déciderait d'engager des réformes par la voie législative.
16.3780 Ip.	3. Ist er bereit, die Kantone und Gemeinden bei ihrer langfristigen politischen Nachwuchsförderung zur Stärkung des demokratischen Engagements, insbesondere in der Milizpolitik, zu unterstützen?	3. Est-il disposé à soutenir les cantons et les communes dans l'effort de long terme longue haleine qu'ils consentent pour assurer la relève politique, de façon à promouvoir l'engagement démocratique, notamment le système de milice?
16.1055 Q	Beim Kanton Jura handelt es sich indessen um den jüngsten Kanton der Schweiz. Er entstand aufgrund von kulturell-politischen Spannungen.	Le plus jeune des cantons suisses est le canton du Jura, qui est le résultat fruit de tensions politiques et culturelles. Le peuple y ayant consenti le 24

	Nach der eidgenössischen Volksabstimmung vom 24. September 1978 wurde am 1. Januar 1979 der nördliche Teil des Juras durch Abspaltung vom Kanton Bern getrennt - nach rund 165-jähriger Zugehörigkeit.	septembre 1978, la partie nord du Jura s'est séparée du canton de Berne au terme de 165 ans pour devenir le canton du Jura.
16.5552 HdQ	<b>Nachdem</b> in Italien das Verfassungsreferendum gescheitert ist, beginnt auch die aktuelle Regierung auseinanderzufallen; die politische Instabilität nimmt zu.	En Italie, <b>après dans le sillage de</b> l'échec du référendum constitutionnel, c'est le gouvernement lui-même qui est en train de se défaire, dans un contexte d'instabilité politique croissante.
16.5534 HdQ	- Welche Verwaltungsstellen sind mit der angekündigten Überprüfung der entsprechenden Bestimmungen der Verkehrsregelverordnung befasst? Wo stehen die Arbeiten? - Wann darf mit konkreten Vorschlägen gerechnet werden?	- Quels services administratifs ont-ils été chargés du réexamen annoncé des dispositions pertinentes de l'ordonnance sur les règles de la circulation routière et où en sont aujourd'hui les travaux? - Quand peut-on s'attendre à <b>espérer voir mises sur la table</b> des propositions concrètes?
16.4148 Ip.	Überfüllte Züge, Stau auf den Strassen - zu Stosszeiten der Normalfall. Der Pendelverkehr überlastet die Kapazitäten unseres Verkehrsnetzes. Die Möglichkeit zum Ausbau der Infrastruktur ist sehr begrenzt. Daher müssen wir unsere bereits vorhandenen Kapazitäten effizienter nutzen. Ein Abbau der Pendlerspitzen ist gefordert. 300 000 Studierende pendeln täglich zu ihrer Ausbildungsstätte (Stand 2015). Mit geringem Aufwand kann Swissuniversities (Rektorenkonferenz der schweizerischen Hochschulen) die Anwesenheitszeiten anpassen und so <b>Stosszeiten entlasten</b> . Dies ist eine rein organisatorische Massnahme, welche den Bildungsinhalt nicht beeinträchtigt.	Trains bondés, bouchons sur les routes - une situation courante aux heures de pointe. Le trafic pendulaire surcharge nos réseaux de transport, les possibilités d'accroître leurs capacités sont limitées. Il va donc s'agir de mieux utiliser les capacités existantes. Chaque jour, 300 000 étudiants se déplacent pour suivre leurs cours (chiffres de 2015). Il suffirait à Swissuniversities (la Conférence des recteurs des hautes écoles de Suisse) d'aménager les horaires de présence pour <b>décharger casser</b> les pics de pendulaires. Cette décision simple et purement organisationnelle ne porte pas atteinte à la qualité de l'enseignement.
16.4008 Ip.	5. Das Seco hat auf seiner Website am 21. Oktober 2016 die zweite revidierte Offerte der Schweiz veröffentlicht. Das 85-seitige Dokument ist <b>für die breite Bevölkerung</b> völlig unverständlich.	5. Le 21 octobre 2016, le SECO a publié sur son site la deuxième offre révisée de la Suisse. Ce document de 85 pages est incompréhensible pour une <b>grande partie de la population le commun des mortels</b> .
16.4168 Ip.	Die Umsetzung von Artikel 121a der Bundesverfassung (Volksinitiative "gegen Masseneinwanderung") betrifft grundsätzlich alle hiesigen Akteure, die privatwirtschaftlichen Unternehmungen als auch den Staat als Arbeitgeber. In der Debatte <b>ging jedoch der Aspekt vergessen</b> - zumal als die Vorlage im Differenzbereinungsverfahren zusehends ausgedünnt worden ist -, dass die Bundesbetriebe durchaus einen stärkeren Inländervorrang vorsehen könnten, nicht nur die zentrale Bundesverwaltung, sondern insbesondere auch die verselbstständigten Verwaltungseinheiten, Körperschaften,	La mise en œuvre de l'article 121a de la Constitution (initiative populaire "contre l'immigration de masse") concerne aussi bien les entreprises privées que l'Etat en sa qualité d'employeur. Mais, dans le débat qui a entouré le projet, tout particulièrement au stade de l'élimination des divergences, lorsqu'il a manifestement été vidé de sa substance, il est une réalité qui a été <b>oubliée passée à la trappe</b> : la Confédération peut davantage donner la priorité aux travailleurs en Suisse que l'économie privée, et par Confédération, j'entends non seulement l'administration fédérale centrale, mais aussi et surtout les unités administratives, corporations, fondations et établissements de droit public devenus juridiquement

	Anstalten und Stiftungen sowie Gesellschaften mit Mehrheitsbeteiligung des Bundes (SBB, Ruag, Post, Swisscom, Finma, ETH, Serv, Schweiz Tourismus usw.).	autonomes ainsi que les entreprises majoritairement détenues par la Confédération (CFF, RUAG, La Poste, FINMA, EPF, SERV, Suisse Tourisme, etc.).
16.5581 HdQ	Auf die Frage 16.5481 nach der Dauer der Erarbeitung einer neuen Vorlage bei einem Nein zur Unternehmenssteuerreform III antwortete der Bundesrat, es würden "einige Jahre verstreichen, bis eine neue Lösung gefunden werden könnte". Bürokratie und Schlamperei feiern Urständ, müsste man sagen, wenn man diese Antwort zum Nennwert nehmen wollte. Alle Elemente einer Neuordnung sind berechnet und dokumentiert.	A propos du temps que prendrait l'établissement d'un nouveau projet en cas de non à la réforme de l'imposition des entreprises III, le Conseil fédéral a indiqué en réponse à la question 16.5481 que la préparation d'une solution de rechange prendrait quelques années. Si tel devait vraiment être le cas, alors saluons le grand retour de l'incurie bureaucratique, car enfin, tous les éléments nécessaires à la mise au point d'un projet alternatif ont déjà été calculés et documentés sont déjà sur la table.
17.3017 Mo.	Nach Meinung eines hochrangigen Kenners diplomatischer Gepflogenheiten, alt Botschafter Paul Widmer, ist aber Folgendes geschehen:	Selon un bon connaisseur des usages rouages de la diplomatie, l'ancien ambassadeur Paul Widmer, ce qui s'est passé est fort différent:
17.411 lv.pa.	Mit rund 53 Prozent weiblichen Wahlberechtigten stellen die Frauen eine relative Mehrheit und die grössere Kandidatenbasis. Ihre angemessene Vertretung schränkt demnach die freie Willensbildung nicht ein.	53 pour cent des électeurs sont de sexe féminin: les femmes constituent ainsi relativement aux hommes la plus grande base le principal vivier de candidats, et leur assurer une représentation équitable ne saurait donc entraver la libre formation de la volonté de l'électeur.
17.5142 HdQ	Ist dieser semantische Kunstgriff eine "fake news" oder der Versuch, die historisch hohe Ablehnung der Unternehmenssteuerreform III durch die Stimmenden zu verschleiern?	Faut-il voir dans ce tour de passe-passe terminologique une "fake news" ou une tentative de faire oublier le refus historiquement sans précédent que le peuple a opposé la claque historique que le peuple a infligée à la réforme de l'imposition des entreprises III?
17.5141 HdQ	2. Wie können sich die Städte und Gemeinden im Prozess zur neuen Unternehmenssteuerreform III einbringen?	2. De quelle manière les villes et les communes peuvent-elles participer apporter leur pierre à la préparation d'un nouveau projet de réforme de l'imposition des entreprises III?
16.497 lv.pa.	Die für die bundesstaatliche Aufgaben- und Kompetenzaufteilung massgebenden Grundsätze der Subsidiarität und der fiskalischen Äquivalenz wären jedoch Garanten für die Bewahrung eines substanziellen und gelebten Föderalismus, welcher mehr als ein politisches Lippenbekenntnis ist. Diese für unser Staatswesen und Staatsverständnis zentralen Prinzipien können aber nur ihre Wirkung entfalten, wenn sie der Vagheit rein politischer Handlungsmaximen entkommen und als Rechtsprinzipien einer hinreichenden Konkretisierung zugeführt werden.	Pourtant, dans la mesure où les principes de la subsidiarité et de l'équivalence fiscale sont déterminants pour la répartition des compétences entre Confédération et cantons, ils seraient les meilleurs garants d'un fédéralisme réel et vécu, qui serait davantage que de aux antipodes des simples déclarations d'intention politiques. Mais ces principes, qui fondent véritablement notre idée de l'Etat, ne pourront véritablement déployer leurs effets que si, de simples maximes au contenu politique imprécis, ils sont placés se hissent au rang de règles de droit formelles.
17.3097 lp.	Wie lange soll die Schweiz noch der Spielball der EU sein?	Combien de temps la Suisse acceptera-t-elle encore d'être le jouet de l'UE?



	<p>Es ist kein Geheimnis und wurde sogar von der Sprecherin der Europäischen Kommission Mina Andreeva an einer Medienkonferenz offiziell bestätigt, dass die EU bei der Umsetzung des Zuwanderungsartikels 121a der Bundesverfassung ungebührlichen, aber leider dennoch erfolgreichen Einfluss auf den innerschweizerischen Gesetzgebungsprozess genommen hat.</p> <p>Nachdem der EU nun klargeworden ist, dass sie mit ihren Drohgebärden eine Mehrheit des Schweizer Parlamentes einschüchtern und auf ihre Linie bringen kann, fährt sie mit ihrer Machtpolitik fort. [...] In diesem Zusammenhang stellen sich folgende Fragen:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. [...]</li> <li>2. [...]</li> <li>3. Der Bundesrat hat in den vergangenen Wochen mehrfach kritisch zu Regierungsentscheiden anderer Länder (z. B. USA, Israel) Stellung genommen, obwohl die Schweiz von den kritisierten Entscheiden gar nicht tangiert war und die kritisierten Regierungen nicht auf moralische Belehrungen aus der Schweiz warten, geschweige denn auf sie hören würden.</li> </ol>	<p>Non seulement ce n'est pas un secret c'est un secret de polichinelle, mais Madame Mina Andreeva, porte-parole de la Commission européenne, l'a confirmé officiellement en conférence de presse: s'agissant de la mise en œuvre de l'article 121a consacré à la gestion de l'immigration, l'UE a influé de manière certes intempestive mais hélas non moins efficace sur le processus législatif suisse.</p> <p>Ayant compris qu'il lui suffisait de se montrer menaçante montrer les dents pour intimider la majeure partie des députés suisses et les faire rentrer dans le rang inciter à filer doux, elle poursuit sur la même ligne hégémonique. [...]</p> <p>Ce qui pose les questions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. [...]</li> <li>2. [...]</li> <li>3. Le Conseil fédéral a émis au cours des dernières semaines des commentaires critiques sur des décisions prises par les gouvernements de plusieurs pays (comme Israël ou les Etats-Unis), alors même que ces décisions étaient sans incidences pour la Suisse et que les gouvernements concernés n'attendent pas de la Suisse qu'elle leur donne des leçons de morale, et d'ailleurs ne l'écoutent même pas dont au surplus ils se soucient comme d'une guigne.</li> </ol>
16.4014 Po.	<p>Die Mitwirkungsrechte der Lohnabhängigen in der Schweiz genügen den Anforderungen an die technische Weiterentwicklung der Wirtschaft nicht mehr. Die gesetzlichen Grundlagen sind seit Jahren nicht mehr angepasst worden. Dazu nur zwei Beispiele: [...]</p> <p>In der Wirtschaft geht die technische Entwicklung rasch voran. In verschiedenen Staaten wird eine breite Diskussion geführt über die Mitwirkung der Arbeitnehmenden auch als Antwort auf die Digitalisierung. Der Bericht des Bundesrates soll für diese Diskussion in der Schweiz die Grundlage schaffen. Es gilt, regulatorische Gefälle zu OECD- und EU-Staaten zu identifizieren und Handlungsfelder in der Schweiz auszumachen.</p>	<p>Les droits de participation des salariés qui travaillent en Suisse ne répondent plus à sont plus en phase avec l'évolution technique de la société. Les bases légales pertinentes n'ont du reste plus été révisées depuis plusieurs années. Voici deux exemples qui illustrent la situation: [...]</p> <p>L'économie connaît une évolution technique rapide, et plusieurs pays débattent des modalités de la participation à accorder aux salariés en réponse notamment à la numérisation de la société. Le rapport du Conseil fédéral devra constituer le socle du permettra de nourrir le débat qui doit avoir lieu sur la question en Suisse, en déterminant ce qui distingue notre droit de celui qui prévaut dans les pays de l'OCDE et de l'UE et en indiquant les domaines où il y aurait lieu d'agir.</p>
16.5598 HdQ	Unternehmenssteuerreform III. Beabsichtigt der Bundesrat, nach einer Ablehnung Obstruktion zu machen?	Réforme de l'imposition des entreprises III. Le Conseil fédéral a-t-il l'intention de faire de l'obstruction traîner les pieds en cas de rejet?
17.430 lv.pa.	Der in der Bundesverfassung (Art. 8).enthaltene Auftrag zur Gleichstellung der Geschlechter ist ernst zu nehmen und umzusetzen. Diese Auffassung teilte bereits vor 15 Jahren die SPK-NR (vgl. Geschäft 01.079). Die Mehrheit der Kommission hatte damals das Problem der ungleichen Vertretung der Frauen im nationalen Parlament erkannt. Sie unterstützte 2002 den Vorschlag des Bundesrates, dem Bund mit einer Kann-Formulierung die gesetzliche	Le mandat constitutionnel (art. 8 Cst.) visant à assurer l'égalité entre hommes et femmes n'est pas à prendre à la légère et doit être mis en œuvre. Tel était également l'avis de la Commission des institutions politiques du Conseil national il y a déjà quinze ans (cf. objet 01.079): en effet, la majorité ayant reconnu le problème de l'inégale représentation des femmes au Parlement fédéral, elle avait soutenu en 2002 la proposition du Conseil fédéral de donner à la Confédération la possibilité - c'est en effet la

	Möglichkeit zu geben, mit Informations- und Sensibilisierungskampagnen die Stimmbeteiligung sowie Frauenkandidaturen zu fördern und dadurch zur ausgeglicheneren Vertretung der Geschlechter im nationalen Parlament beizutragen. Dieser Vorschlag <b>scheiterte</b> im Ständerat.	formulation potestative qui avait finalement été retenue - de lancer des campagnes d'information et de sensibilisation pour accroître la participation au vote et encourager les candidatures féminines pour assurer une représentation plus équilibrée des femmes au Parlement. Ce projet a toutefois échoué <b>n'a pu toutefois franchir le cap</b> du Conseil des Etats.
17.3118 Ip.	<b>Nach dem Scheitern</b> der Unternehmenssteuerreform III an der Urne ist eine Voraussetzung für die Meinungsbildung über eine nächste Unternehmenssteuerreform IV sowie für die Wiederherstellung des Vertrauens der Stimmberechtigten, dass Zahlen und Fakten zur neuen Ausgangslage <b>offengelegt werden</b> . Dazu gehören insbesondere folgende Angaben:	La troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III) ayant été rejetée par le peuple <b>s'étant fracassée sur le verdict des urnes</b> , il importe maintenant de rendre publics <b>mettre sur la table</b> tous les faits et les chiffres qui se rapportent à la situation d'aujourd'hui, afin de permettre à tout un chacun de juger en connaissance de cause la future RIE IV et de rétablir la confiance de l'électeur. C'est dans cette optique que je prie le Conseil fédéral de fournir notamment les informations suivantes:
17.3275 Ip.	Die Publikation "der Bund kurz erklärt" wurde neu gestaltet. <b>Dabei ist bemerkenswert</b> , dass der Bundesrat und die Verwaltung personell ausführlich vorgestellt werden, nicht aber das Parlament.	La brochure "La Confédération en bref" a été refondue. Ce qui est remarquable <b>frappe</b> , c'est que si le Conseil fédéral et les cadres de l'administration sont longuement présentés, il n'en va pas de même du Parlement :
17.3285 Ip.	Dass die Schweiz ihr ambitioniertes Emissionsziel erreicht muss der Bund mit der Wirtschaft <b>kooperieren</b> . Die Bundespräsidentin wies in der Debatte zum Klimaübereinkommen darauf hin, dass [...]	Si la Suisse veut atteindre l'objectif ambitieux qu'elle s'est fixé en matière de réduction des émissions, la Confédération devra <b>coopérer travailler main dans la main</b> avec les entreprises. La présidente de la Confédération a indiqué à cet égard au cours du débat qui a été consacré à l'accord sur le climat que [...]
17.3333 Ip.	Nach welchen Kriterien wählt der NDB seine Agenten aus? Unterzieht der NDB seine Agenten in Zukunft einer Personensicherheitsprüfung? Mit welchen anderen Verfahren sorgt der NDB für Professionalität seiner Agenten und eine <b>pannenfreie</b> Zusammenarbeit?	Selon quels critères de sélection le SRC recrute-t-il ses agents? Les soumettra-t-il à l'avenir à un contrôle de sécurité des personnes? Quelles autres procédures met-il en œuvre pour s'assurer du professionnalisme de ses agents et d'une collaboration <b>harmonieuse sans nuages</b> ?
16.4151 Mo.	Das Parlament hat in der Wintersession 2016 die Umsetzung der Masseneinwanderungs-Initiative (Art. 121a der Bundesverfassung) verabschiedet. Die Wirkung der Umsetzungsgesetzgebung ist allerdings fraglich. Der Bundesrat soll deshalb mittels eines Monitorings die Auswirkungen des Gesetzes auf die Zuwanderung prüfen. Das Monitoring soll auf Bundesebene stattfinden und somit <b>bei den Kantonen möglichst wenig</b> bürokratischen Aufwand verursachen.	Le Parlement a adopté à la session d'hiver 2016 la loi d'application de l'initiative contre l'immigration de masse (art. 121a de la Constitution), dont l'efficacité reste toutefois à prouver. Aussi importe-t-il que le Conseil fédéral mette en place un suivi permettant d'appréhender l'efficacité en matière d'immigration des dispositions concernées. Si ce suivi doit être mis en place à l'échelon fédéral, c'est pour que la charge administrative correspondante soit <b>le plus légère possible pour les pèse le moins possible sur les épaules des cantons</b> .
16.1023 QUrg.	TTIP wird in Europa <b>scharf kritisiert</b> , weil es an Transparenz fehlt und das europäische Vorsorgeprinzip fallen würde.	Si le TTIP est <b>sévèrement critiqué sous le feu de la critique</b> en Europe, c'est que les négociations manquent de transparence et que le principe européen de précaution serait balayé.

15.3054 Ip.	Es ist daher unerlässlich und unbestritten, dass die Attraktivität der Schweiz als Reisedestination nicht noch weiter geschwächt werden darf, sondern vielmehr <b>mit vereinten Kräften</b> und verschiedenen Massnahmen weiter ausgebaut werden muss.	C'est dire, et nul ne le conteste, qu'il faut désormais tout faire pour éviter de porter atteinte encore plus à l'attractivité de la destination touristique qu'est la Suisse et pour la renforcer par tous les moyens possibles en <b>unissant nos efforts tirant à la même corde</b> .
14.3571 Po.	Ein solches Klimaschutzszenario respektive seine Unteroptionen stellen dann <b>eine gute Grundlage</b> dar, damit politische Vorgaben abgeleitet werden können.	Un tel scénario de lutte contre le réchauffement climatique et les différentes pistes et variantes qui s'y attachent constituent <b>une bonne base pour un socle solide à partir duquel il est possible de</b> dégager des orientations politiques.
12.3356 Ip.	1. Ist es richtig, dass das Release für die neuen Funktionen im Infostar hinsichtlich Namensrecht erst per 9. Januar 2013 erfolgt und die Zivilstandsämter bis dahin <b>mit Umgehungslösungen</b> arbeiten müssen?	1. Est-il exact que les nouvelles fonctions dont Infostar devra disposer ne seront opérationnelles qu'au 9 janvier 2013 et qu'entre l'entrée en vigueur et cette date les offices de l'état civil devront travailler avec des solutions alternatives <b>les moyens du bord</b> ?
14.3936 Mo.	Der Bundesrat hat nach der Annahme der Masseneinwanderungs-Initiative bekanntgegeben, eine möglichst harte Umsetzungsvorlage vorzulegen. Dieses Vorgehen droht absehbar zu scheitern und damit in der Konsequenz <b>zum Ende</b> der bilateralen Verträge zu führen.	Après le oui à l'initiative "contre l'immigration de masse", le Conseil fédéral a indiqué vouloir proposer un projet d'application stricte. Cette démarche semble vouée à l'échec et devrait finalement <b>signifier la fin sonner le glas</b> des accords bilatéraux.

Souvent culturelle parce qu'intraduisible telle quelle, la métaphore l'est parfois d'autant plus, si l'on peut dire, qu'elle est issue du patrimoine littéraire, historique ou religieux, même si elle peut alors être commune à plusieurs langues d'une même aire civilisationnelle (ex. : « la pomme de discorde » = « der Zankapfel »). Ci-après quelques exemples :

11.3239 Po.	Und wenn mal kein neues Verbot erlassen wird, werden neu Strafgesetzbuchartikel vorgeschlagen, mit denen Fehlverhalten sanktioniert werden sollen. Im Gegenzug werden die Freiräume insbesondere für Kinder und Jugendliche <b>immer mehr eingeschränkt</b> .	Et quand ce n'est pas une nouvelle interdiction qui est décrétée, c'est une nouvelle disposition pénale qui est proposée, pour sanctionner un autre écart. La conséquence de cette inflation est que les espaces de liberté, notamment ceux des enfants et des adolescents, se réduisent <b>de plus en plus comme peau de chagrin</b> .  <b>Origine</b> : littéraire ( <i>La peau de chagrin</i> , Balzac)
13.3232 Ip.	Eine Studie des Kriminologischen Instituts der Universität Zürich von diesem Jahr hat gezeigt, dass junge männliche Asylsuchende überproportional mit dem Gesetz <b>in Konflikt kommen</b> , obwohl diese Gruppe nur 0,5 Prozent der Bevölkerung stellt. "Wurden 2010 weniger als 20 von 1000 Schweizer Männern im Alter von 18 bis 29 Jahren wegen einer Straftat verurteilt, waren es bei den gleichaltrigen Asylsuchenden knapp 120.	Une étude réalisée par l'Institut de criminologie de l'Université de Zurich démontre que les jeunes demandeurs d'asile de sexe masculin <b>entrent en conflit ont maille à partir</b> avec la justice plus souvent que la moyenne, alors qu'ils ne représentent que 0,5 pour cent de la population. La "Berner Zeitung" du 9 mars 2013 précise que si en 2010, sur 1000 ressortissants suisses de sexe masculin âgés de 18 à 29 ans, moins de 20 ont été condamnés pour avoir commis une infraction, cette proportion s'élève à près de 120 pour les demandeurs d'asile situés dans la même tranche d'âge.  <b>Origine</b> : historique (la « maille » était une monnaie, « partir » signifiait « partager »).

11.5076 HdQ	Aufgrund <b>des massiven Widerstands</b> hat das Bundesamt für Gesundheit (BAG) eingesehen, dass die Einführung eines Healthy-Choice-Labels zur Lebensmittelkennzeichnung in der Schweiz nicht mehrheitsfähig ist.	Face à la <b>forte résistance fronde</b> provoquée par son intention de faire apposer un label "santé" sur les aliments sains, l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) a dû admettre que le pays n'était pas mûr pour une telle réforme.  <b>Origine</b> : historique (la Fronde = la sédition qui en France éclata contre Mazarin)
14.4243 lp.	Unter dem Titel "Was du über HPV wissen solltest" präsentiert das Bundesamt für Gesundheit (BAG) eine illustrierte Broschüre, welche die <b>umstrittene</b> Impfung gegen Gebärmutterhalskrebs propagiert.	L'Office fédéral de la santé publique (OFSP) a publié une brochure intitulée "Ce que tu dois savoir sur le HPV" (HPV = papillomavirus humain), qui fait la promotion du vaccin contre le cancer du col de l'utérus, vaccin qui est actuellement <b>controversé sur la sellette</b> .  <b>Origine</b> : historique (la sellette = un petit siège bas sur lequel on faisait asseoir les accusés pour les interroger)
16.3578 lp.	5. Ist er bereit, die Bestimmungen zur straflosen Selbstanzeige aufzuheben und damit zu dokumentieren, dass die Weissgeldstrategie auch im Inland durchgesetzt wird und demzufolge Steuerhinterziehung auch für Inländerinnen und Inländer kein <b>Kavaliersdelikt</b> mehr ist? Wäre das nicht zielführend für die Reputation der Schweiz im In- und Ausland?	5. Le Conseil fédéral est-il disposé à proposer l'abrogation des dispositions qui régissent la dénonciation spontanée non punissable afin d'apporter la preuve que la Suisse s'applique également à elle-même sa "stratégie de l'argent propre" et qu'elle n'assimile plus la fraude fiscale à <b>une infraction sans gravité un péché véniel</b> lorsqu'elle est commise par l'un de ses ressortissants? Cela ne servirait-il pas l'image de la Suisse à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières?  <b>Origine</b> : religieuse (péché véniel = le contraire d'un péché mortel)
15.3112 Mo.	Das Volk ist nicht mehr der Chef, sondern die Behörden wachen über das Volk und müssen notfalls den Bürgern zu einem korrekten und angeblich guten Leben verhelfen. Letztendlich wird so auch die direkte Demokratie ausgehebelt, da dann Verwaltung und Regierung via umfassende Umfragen stets zu wissen vorgeben, was die Bürger wollen, und daraus abgeleitet politische Aktivitäten entwickeln. Umso unvorstellbarer ist es, wenn sogar <b>die persönlichen Einstellungen und Haltungen</b> der Bürger ausgefragt und systematisch verarbeitet werden.	Ce n'est plus le peuple qui commande, mais les autorités qui le surveillent et qui interviennent si elles le jugent nécessaire pour ramener le citoyen dans le "droit chemin". Cet interventionnisme est aussi une attaque de plus contre la démocratie directe puisque l'administration et le gouvernement prennent prétexte d'enquêtes d'opinion approfondies pour affirmer savoir ce que veut le citoyen et déterminer à partir de là leur action. Aussi est-il d'autant moins tolérable que l'Etat cherche à <b>recenser les opinions et les comportements sonder les reins et les cœurs</b> de ces citoyens pour faire une analyse systématique des données recueillies.  <b>Origine</b> : religieuse (expression tirée de la Bible)
14.3219 Mo.	Als Schweiz haben wir die Möglichkeit, zu zeigen, <b>dass es ohne EU besser geht</b> und dass es Alternativen gibt. Das tun wir. In den verschiedensten Statistiken bezüglich Innovationskraft, Lebensqualität, Wettbewerbsfähigkeit, geringe Schuldenlast, Stabilität und vieles mehr überflügeln wir die	Non seulement nous pouvons démontrer que <b>la situation est meilleure sans l'UE l'UE n'est pas l'alpha et l'oméga</b> du système politique et qu'il existe d'autres solutions bien meilleures, mais c'est précisément ce que nous faisons. Les statistiques disent en effet toutes la même chose: en termes de capacité d'innovation, de qualité de vie, de compétitivité, de niveau d'endettement, de stabilité,

	<p>EU bei Weitem. Einen vernünftigen Grund, der EU beizutreten, gibt es nicht!</p>	<p>et dans bien d'autres domaines, la Suisse enfonce littéralement l'UE. C'est bien simple, il n'existe aucune raison valable d'entrer dans l'UE.</p> <p><b>Origine</b> : religieuse (expression tirée de la Bible)</p>
16.432 lv.pa.	<p>Seit das Bundesgesetz über das Öffentlichkeitsprinzip der Verwaltung (BGÖ) in Kraft ist, war die Gebührenerhebung ein häufiger Streitpunkt. Einzelne Verwaltungseinheiten haben in der Vergangenheit abschreckend hohe Gebühren verlangt.</p>	<p>Depuis qu'est entrée en vigueur la loi sur la transparence (LTrans), la question des émoluments n'a cessé d'être un motif une pomme de discorde. De fait, certaines unités administratives ont par le passé exigé des émoluments véritablement dissuasifs.</p> <p><b>Origine</b> : mythologique (expression tirée de la mythologie grecque)</p>
16.3657 Mo.	<p>Wie schon die Antwort auf das Postulat Noser 14.3388 aufzeigt, liegt das Problem darin, dass nur statistische Methoden in Betracht gezogen werden. Dies führt dann dazu, dass wichtige Faktoren nicht angemessen berücksichtigt werden können. Statt den naheliegenden Schluss zu ziehen, dass die Methodik versagt, werden die Kriterien so lange zurechtgebogen, bis sie in dieses Zwangskorsett eingebaut werden können, obwohl offensichtlich ist, dass damit die Realität in den Unternehmen nicht mehr angemessen berücksichtigt wird.</p>	<p>Comme on peut le voir dans l'avis émis par le Conseil fédéral au sujet du postulat Noser 14.3388, le problème est dû à ce que sont uniquement prises en compte des méthodes statistiques, car cela conduit à ne pas considérer à leur juste valeur un certain nombre de facteurs pourtant importants. Et plutôt que d'admettre logiquement que la méthode n'est pas adaptée, on préférera triturer les critères jusqu'à ce qu'ils soient conformes à ce corset de fer lit de Procuste qu'est Logib, même s'il est évident que le résultat n'a plus grand-chose à voir avec la réalité des entreprises.</p> <p><b>Origine</b> : mythologique (expression tirée de la mythologie grecque)</p>